

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Ville de Draguignan (83)
28 Rue Georges Cisson
83300 Draguignan

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Draguignan (83)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 21830050700017

Code postal / Ville : 83300 Draguignan

Grouperement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://v2.marches-securises.fr/>

Identifiant interne de la consultation : 26.075

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Cosson - Tél : +33 094602088 - Mail : mp@ville-draguignan.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : a) La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire en cas de groupement (imprimé DC1), étant précisé que cet imprimé est librement téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie et des finances : www.minefe.gouv.fr (rubrique « marchés publics »).

b) Le ou les document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

c) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ; les candidats pourront à cette fin soit produire l'imprimé DC1 (librement téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie et des finances : www.minefe.gouv.fr, rubrique « marchés publics »).

Capacité économique et financière : d) Les justifications de la capacité économique et financière : les renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies sont (les candidats pourront s'ils le souhaitent utiliser l'imprimé DC2) :
? Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux fournitures, services ou travaux objets des marchés, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
? Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

Capacités techniques et professionnelles : e) Les justifications de la capacité professionnelle et technique : les renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies sont les suivants (les candidats pourront s'ils le souhaitent utiliser l'imprimé DC2) :
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : Mercredi 04 novembre 2026 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Exigée

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse

Prix : 60%

valeur technique : 30%

valeur environnementale : 10%

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux de grosses réparations et de rénovation sur la voirie communale et aux abords des bâtiments communaux

Classification CPV : 45000000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : caractéristiques principales :

Terrassements - Mise en oeuvre d'enduit superficiel, de grave bitume et de béton bitumineux - Pose de bordure de trottoir - Construction de réseaux pluvial et regards

Lieu principal d'exécution : Draguignan

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée hors TVA : Valeur minimale : 250000 - Valeur maximale : 1000000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires :

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bon de commande mono attributaire en application des articles L2125-1.1°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Montant minimum par période 250 000,00€ HT Montant maximum par période 1 000 000,00€ HT

Le présent marché est passé pour une durée d'un an à compter du 26 janvier 2027 et renouvelable tacitement trois fois pour une période d'un an dans les conditions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, sans que leur durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres remises par tout moyen permettant d'assurer une traçabilité écrite de la négociation (les négociations pourront notamment se dérouler exclusivement par email) et se réserve le droit dans le cas où elle ne recevrait aucune offre à l'issue du délai de remise des offres de consulter directement des fournisseurs. . Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Par ailleurs le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne négocier qu'avec les meilleures offres issues d'un 1er classement au regard des critères de jugement. Le nombre susceptible d'être concernée est laissé à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Les négociations pourront porter sur une amélioration qualitative et/ou financière de l'offre remise par le candidat.

Le nombre de tour de négociation est laissé à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, la collectivité se réserve aussi le droit de ne pas négocier

Date d'envoi du présent avis

05 octobre 2026

C COSSON